

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le 03 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Communauté de Communes Pays Mt Blanc**

PAE du Mt Blanc  
648 chemin des Près Caton  
74 190 Passy

Références : 20240312-Rap-InspectionDechetterieSallanchesVs-corrige  
Code AIOT : 0006113586

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2024 de la déchetterie implantée 640 route de Blancheville sur la commune de Sallanches (74 700). L'inspection a été annoncée le 9 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite avait pour objectif de vérifier le respect de certaines dispositions réglementaires des arrêtés ministériels suivants, applicables à l'activité dite de « Déchetterie » du site :

- arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COM COMMUNES PAYS MT BLANC
- Le Bois Noir - Route de Cusin 74700 Sallanches
- Code AIOT : 0006113586
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie bénéficie d'un récépissé de déclaration daté du 8 juillet 1991 sous la rubrique 268 bis.

Suite à l'évolution de la nomenclature concernant les déchetteries, la rubrique relative à cette activité « Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets » a été modifiée par décret du 20 mars 2012 et comprend désormais deux sous-rubriques :

- 2710-1 collecte de déchets dangereux,
- 2710-2 collecte de déchets non dangereux.

Par courrier du 3 avril 2013, l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis conformément aux articles L.513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement. Dans ce cadre, il a déclaré des capacités maximales de stockage de déchets dangereux de 6 tonnes et de déchets non dangereux de 400 m<sup>3</sup>.

Par courrier du 20 octobre 2016, Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie a confirmé le bénéfice des droits acquis. Le site relève dorénavant du régime de la déclaration pour l'activité visée à la rubrique 2710-1 et du régime de l'enregistrement pour l'activité visée à la rubrique 2710-2.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
2	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection du site	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande d'action corrective	1 mois
11	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Demande d'action corrective	Dés réception
12	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
4	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
9	Stockage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a annoncé que les activités du site n'ont pas évoluées et que les volumes déclarés en 2013 restent d'actualité.

Il est à noter que la Communauté de Communes Pays Mont-Blanc projette des travaux d'aménagement et de mise en conformité de la déchetterie de Sallanches qui feront l'objet d'un porter à connaissance du préfet au deuxième semestre 2024 pour une réalisation en 2025.

Cette inspection a permis de relever des non-conformités aux prescriptions applicables aux activités de déchetterie. En conséquence, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

### dès réception du rapport

- point de contrôle n° 11 – Déchets dangereux – article 7.2 de l'arrêté Ministériel du 27 mars 2012 : **entreposer les batteries ainsi que les piles usagées en dehors du local DMS, dans un local abrité spécifique et en rétention,**

### sous un délai n'excédant pas 1 mois

- point de contrôle n° 2 – Propreté de l'installation – article 9 de l'arrêté Ministériel du 26 mars 2012 : **nettoyer le quai bas et, notamment, enlever tous les amas de déchets présents autour des bennes et dans l'abri de stockage des huiles végétales. Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer périodiquement de l'état de propreté de la déchetterie,**
- point de contrôle n° 10 – Effluents – article 32 de l'arrêté Ministériel du 26 mars 2012 : **mettre en œuvre des mesures pour collecter les eaux pluviales du quai bas et les évacuer vers le séparateur d'hydrocarbures avant le rejet au milieu naturel,**

### sous un délai n'excédant pas 3 mois

- point de contrôle n°3 – Protection du site – article 15 de l'arrêté Ministériel du 26 mars 2012 : **remettre en état la clôture afin de sécuriser l'ensemble du site,**
- point de contrôle n°5 – Dispositions de sécurité – article 20 de l'arrêté Ministériel du 26 mars 2012 : **installer dans le local des gardiens un détecteur de fumées et organiser sa maintenance et la vérification de son bon fonctionnement, notamment par des tests.**
- point de contrôle n° 6 – Dispositions de sécurité – article 21 de l'arrêté Ministériel du 26 mars 2012, **justifier du bon état fonctionnel de la borne incendie implantée au sein de la déchetterie et de sa capacité à fournir un débit de 60 m<sup>3</sup> pendant deux heures conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012,**
- point de contrôle n° 12 – Déchets dangereux – article 7.4 de l'arrêté Ministériel du 27 mars 2012, **justifier de la capacité de rétention du local d'entreposage des huiles minérales usagées constituée par le sol surélevé par un caillebotis et limiter le nombre de fût en concordance avec le volume de cette rétention (selon les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012),**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
<b>Thème :</b> Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitation quotidienne de la déchetterie est assurée par le personnel de la Communauté de Communes du Pays du Mont-Blanc. L'enlèvement et la gestion des déchets (quai bas) est effectué par la société EXCOFFIER Recyclage. Actuellement deux personnes sont affectées sur le site de Sallanches. En cas de forte influence, l'équipe est renforcée par un agent dit « flottant » affecté sur une autre déchetterie de la CCPMB.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'amas de déchets et de poussières au niveau du quai bas, autour des bennes et sous le hangar dédié au stockage des huiles végétales (Cf. Annexe).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit nettoyer le quai bas et notamment enlever tous les amas de déchets présents autour des bennes et sous le hangar de stockage des huiles minérales. Par ailleurs, l'exploitant devra s'assurer périodiquement de l'état de propreté de la déchetterie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Protection du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Clôture de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site est entièrement clôturé par des panneaux grillagés rigide. Toutefois, lors de la visite du site, il a été constaté que deux panneaux grillagés ont été détériorés (Cf. Annexe). L'exploitant explique que ces dommages ont été occasionnés récemment lors d'une erreur de manœuvre d'un camion d'enlèvement des bennes.  Deux portails coulissants ferment les zones d'accès en dehors des heures d'ouverture du site. Des barrières électriques permettent de filtrer les entrées et les sorties du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit remettre en état la clôture afin de sécuriser l'ensemble du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 4 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16
<b>Thème :</b> Accessibilité.
<b>Prescription contrôlée :</b> La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.  Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.

<p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b> L'accès au site est limité par une barrière qui permet au gardien de limiter l'accès des véhicules sur l'installation selon la fréquentation. Les aires de déchargement sont situées en dehors de la voie de circulation. Les quais de déchargement ainsi que la voie d'accès au quai haut sont équipés de bordures bétonnées pour éviter la chute des véhicules en cas de fausse manœuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Dispositions de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b> L'armoire électrique générale du site est situé dans le local des gardiens dans lequel la présence de détecteur de fumée n'a été constatée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit installer dans le local des gardiens un détecteur de fumées, organiser sa maintenance et la vérification de son bon fonctionnement notamment par des tests.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Dispositions de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil</li> </ul>

<p>permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose d'une borne incendie. Toutefois, il n'a pas été attesté de sa disponibilité ni que son débit soit supérieur égal à 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé la présence d'extincteurs dans le bureau du gardien et le local dédié aux DMS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra justifier du bon état fonctionnel de la borne incendie implantée au sein de la déchetterie et de sa capacité à fournir un débit de 60 m<sup>3</sup> pendant deux heures conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25</p>
<p><b>Thème:</b> Vérification périodique et maintenance des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> La vérification des installations électriques est réalisée chaque année. L'exploitant a présenté le rapport daté du 12 mai 2023 qui atteste la conformité des installations.</p> <p>Il a été également présenté les rapports de vérification des extincteurs dont la dernière intervention a été réalisée le 30 mai 2023.</p> <p>Ces rapports n'appellent pas d'observation de notre part.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place</li> </ol>

<p>afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose d'un quai haut, accessible aux usagers, pour la dépose des déchets dans les bennes situées au quai bas.</p> <p>L'ensemble du quai haut est sécurisé et comporte notamment des garde-corps prévenant les risques de chute des usagers et des bordures bétonnées pour éviter le basculement des véhicules en cas de fausse manœuvre.</p> <p>Le site dispose de candélabres pour l'éclairage du site durant les périodes nocturnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV</p>
<p><b>Thème :</b> Stockage rétention.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le réseau de collecte des eaux pluviales dispose d'une vanne d'isolement située avant le rejet au ruisseau de la Cornache. À cet égard, il n'a pas été relevé de traces de pollution sur les berges ni à proximité de l'émissaire de rejet. La commande de la vanne est mise à disposition dans le local des gardiens.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32</p>
<p><b>Thème :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les</p>



bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La visite des installations a permis de relever que le quai bas était inondé sur sa partie nord-ouest (Cf. Annexe). À ce sujet, le gardien a précisé qu'un contrôle des réseaux par caméra a mis en évidence que le sol se serait affaissé, obstruant la conduite. Par ailleurs, l'exploitant a convenu qu'aucune action n'avait été menée pour évacuer l'eau présente sur cette zone.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures pour collecter les eaux pluviales du quai bas et les évacuer vers le séparateur d'hydrocarbure avant le rejet vers le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2
<b>Thème :</b> Stockage des déchets dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles). [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Un bac, disposé à proximité du local DMS, est mis à la disposition des usagers déposant des déchets ménagers spéciaux (déchets liquides, pâteux ou aérosols). L'opérateur de la déchetterie les entrepose ensuite dans les bacs adaptés du local dédié, selon leur nature et la classification des dangers. À cet égard, des consignes de tri et d'identification de la mention de danger sont affichés dans le local. Chaque bac est repéré par un pictogramme identifiant la nature des risques associés aux déchets.</p> <p>Par ailleurs, la rétention des déchets entreposés est assurée par des bacs étanches et par le sol du local surélevé sur caillebotis.</p> <p>Toutefois, il a été également constaté la présence de bacs de batteries et de piles usagées dans le local DMS. Considérant que les piles et les batteries sont susceptibles de générer un risque d'incendie, il convient de les éloigner des produits inflammables et dangereux du local DMS.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit entreposer les batteries ainsi que les piles usagées en dehors du local DMS, dans un local abrité spécifique et en rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Dés réception du présent rapport

N° 12 : Déchets dangereux

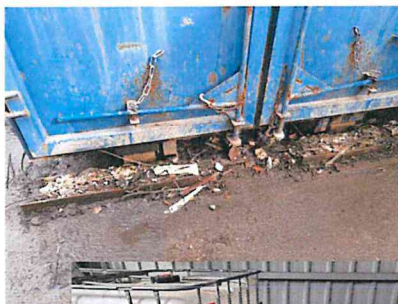
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4
<b>Thème :</b> Stockage des huiles
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, il est constaté que les huiles minérales et végétales sont entreposées sous des abris séparés équipés de rétention. Néanmoins, si la cuve principale des huiles minérales est dotée d'une double paroi, il est relevé la présence de quatre fûts de 200 litres disposés sur le caillebotis (Cf. Annexe). À ce titre, l'exploitant n'a pas pu justifier en séance de la capacité de rétention au regard du volume des fûts entreposés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier de la capacité de rétention du local d'entreposage des huiles minérales usagées constituée par le sol surélevé par un caillebotis. Il doit en outre limiter le nombre de fût en concordance avec cette rétention selon les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## ANNEXE

### Planche Photographique Déchetterie de Sallanches Inspection du 12 mars 2024



Clôture niveau du quai bas



Etat de propreté du quai bas



Accumulateurs entreposés dans le local DMS



Inondation du quai bas



Local d'entreposage des huiles minérales usagées